

**MOHAMED AÏSSA :**

# «Protéger les hadjis des dérives sectaires»

**Le principe de non-ingérence de l'Algérie dans les affaires des autres pays a été une nouvelle fois, rappelé par le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs. Il souligne également l'engagement de notre pays à mieux encadrer la société afin de lui éviter les dérapages dus aux infiltrations des sectes religieuses étrangères.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir) -** Mohamed Aïssa est catégorique : «L'Algérie ne sera jamais partie prenante dans un conflit sectaire religieux dans le monde». D'ailleurs poursuit-il, «le président de la République s'est exprimé à maintes reprises sur la question et a attiré l'attention des Algériens».

Il précise que notre pays refuse également que sa terre soit livrée à des groupes extrémistes et à leurs guerres qui ne la concernent pas. «Nous n'avons aucune relation avec ces luttes sectaires», insiste-t-il.

Dans le même sens, le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs annonce que la délégation du hadj de

cette année a été renforcée par 100 imams.

«Nous sommes passés de 65 imams à 100 imams qui vont accompagner nos hadjis pour cette saison. Chaque vol comptera ainsi un imam. Ceci concerne aussi bien les vols des agences de voyages privées et publiques que ceux de l'Office national du Hadj et de la Omra», dit-il hier, à l'occasion du lancement de l'opération des réservations électroniques pour l'hébergement des hadjis pour la saison 2016, au nouveau siège de l'Office national du Hadj et de la Omra à Kouba (Alger). Selon lui, la présence d'un imam algérien impré-



Photos : NewPress

**Mohamed Aïssa, ministre des Affaires religieuses et des Wakfs.**

## ATTEINTS DE MALADIES CHRONIQUES

### Cinq cents hadjis équipés de bracelets électroniques

La saison hadj 2016 connaît une nouveauté et pas des moindres. Cinq cents hadjis seront dotés de bracelets électroniques. Des brassards informatisés permettant la géo-localisation du porteur. «Le bracelet est doté d'une puce électronique comportant des données sur l'état de santé du patient, ses maladies et son traitement qui permettront aux médecins urgentistes de connaître la prestation et les premiers secours à lui administrer», explique le ministre des Affaires religieuses. Ces brassards ont été exclusivement destinés aux hadjis atteints de maladies chroniques et ceux nécessitant un accompagnement médical spécialisé. Une opération pilote dans la sélection a été faite, précise Mohamed Aïssa, sur la base des données fournies lors de la visite médicale et la campagne de vaccination des hadjis menée par le ministère de la Santé. «Ce sont généralement des hadjis qui s'égarent ou subissent les désagréments de la saison estivale, ce qui les rend de plus en plus vulnérables», ajoute-t-il

Ry. N.

gné du référent religieux national est de nature à prémunir les hadjis, contre toute dérive sectaire ou doctrinale religieuse. Mise en place l'année dernière, la réservation électronique pour l'hébergement des hadjis aux Lieux Saints de l'Islam permettra aux concernés de choisir son lieu d'hébergement.

Le hadji pourra ainsi et dès aujourd'hui, réserver sa chambre tout en ayant la possibilité de choisir l'immeuble, l'étage et même ses colocataires. «C'est un service exclusivement algérien et tout à fait indépendant de la plateforme mise en place par l'Arabie Saoudite et vers laquelle nous transmettons les données

nécessaires de tous nos hadjis», explique le ministre.

Selon lui, ce service permettra aussi aux familles des pèlerins de suivre l'itinéraire des leurs.

Mohamed Aïssa a indiqué par ailleurs, que dès l'année prochaine, l'Algérie pourra récupérer son quota initial de 36 mille hadjis par an, réduit actuellement en raison des travaux d'aménagements aux lieux saints de l'Islam. «A ce moment là, nous pourrions négocier avec les autorités saoudiennes pour éventuellement revoir à la hausse notre quota, vu qu'aujourd'hui, la population algérienne a atteint les 40 millions», dit-il.

Ry. N.

## VISITE DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AMÉRICAIN EN ALGÉRIE

### «Temps forts» entre Alger et Washington

Un vent doux souffle entre Alger et Washington. Les deux capitales s'échangent épisodiquement des visites et entretiens de haut niveau où certains propos laissent percevoir l'existence d'un rapprochement bien plus étroit qu'on ne pourrait le supposer. La petite phrase prononcée lors de la visite du Secrétaire d'Etat adjoint américain par le très diplomate Ramtane Lamamra est en ce sens très significative. Le MAE algérien connu pour peser ces mots s'est permis une allusion qui en dit long sur la nature des relations entre les deux pays.

«Ce n'est pas pour rien que les Etats-Unis célèbrent leur fête d'indépendance le 4 juillet et l'Algérie le 5 du même mois», a-t-il déclaré à son invité non sans rappeler le «message de félicitations tout à fait agréable» adressé à l'Algérie par la fille du président défunt Kennedy, Caroline Kennedy, ambassadrice des Etats-Unis à Tokyo. Renvoi d'ascenseur ? Pas seulement.

Les Américains, qui percevaient il y a quelques années encore l'Algérie d'un œil sceptique, ont décidé d'ouvrir une école américaine à Alger. Le MAE algérien n'a d'ailleurs pas manqué de le rappeler, qualifiant de «temps fort» les relations qui unissent les deux pays. «Je me réjouis, dit-il, de cette séance de travail qui aura été un temps fort dans le dialogue stratégique entre les deux pays qui s'approfondit, s'élargit et dégage de plus en plus de convergences significatives».

«Nous avons travaillé depuis longtemps, la main dans la main, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et pour le renforcement de la coopération internationale», contre ce phénomène, a ajouté le ministre, soulignant que «notre coopération, nos échanges, nos dialogues s'étendent à tous les points chauds et les crises internationales». «Nous essayons aussi, à l'occasion de visites de cette nature, de nous projeter vers l'avenir et de voir en quoi nous pouvons contribuer ensemble, chacun en ce qui le concerne, à apporter des solutions à la crise libyenne mais aussi à d'autres situations conflictuelles dans notre région et à travers le monde», a encore souligné M. Lamamra. De son côté, le Secrétaire d'Etat adjoint américain a tenu à faire remarquer que les Etats-Unis d'Amérique «apprécient beaucoup» le leadership de l'Algérie dans la région. «Plusieurs sujets ont été évoqués au cours de ma visite en Algérie, notamment son leadership dans la région, que ce soit pour la question de la paix en Libye, au Mali ou en Syrie. C'est un leadership que nous apprécions beaucoup». Il a ajouté que les deux pays travaillent «ensemble» sur des «dossiers sécuritaires très importants» et œuvrent aussi, a-t-il expliqué, à «approfondir leurs relations».

R. N.

## LA DÉCISION D'Y PRENDRE PART N'EST PAS ENCORE ARRÊTÉE

### Le MSP donne l'alerte pour les prochaines législatives

**Même si on y a ordonné d'ores et déjà la mobilisation générale en vue des prochaines élections législatives, au MSP, on n'est toujours pas sûr d'y prendre part ou pas.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir) -** C'est, en tout cas, ce qui a été décidé par les membres du conseil consultatif national du mouvement au bout de deux jours de débats, vendredi et samedi.

Certes, cette instance consultative et souveraine entre deux congrès a donné le coup d'envoi des préparatifs pour ce rendez-vous politique majeur devant intervenir au mois de mai prochain, mais rien n'a été arrêté quant au principe de participation ou pas. Pas même d'ailleurs les modalités de participation si jamais cette option venait à être retenue lors d'une prochaine session du conseil consultatif national, ordinaire ou extraordinaire.

Ainsi, l'option de renouveler l'expérience de la fameuse Alliance de l'Algérie verte, qui avait, le 10 mai 2012, tourné au vinaigre avec la maigre moisson récoltée, le triumvirat vert escomptant pourtant raffler la mise, mettant à profit la vague «révolutionnaire» parmi la sphère arabo-islamique, entamée une année auparavant, n'est pas sûre. En tout état de cause, la démarche fera l'objet, selon un membre de la direction du mouvement, d'une évaluation à même de dicter sa reconduction ou pas, voire même son élargissement au cas où elle serait reconduite à l'occasion des élections législatives du printemps prochain. Cette invitation faite aux membres du bureau national et à ceux



Photo : Samir Sid

**Abderezak Mokri, SG du MSP.**

des bureaux de wilaya du mouvement pour l'entame des préparatifs pour les prochains scrutins intervient alors que le même conseil consultatif national emboîte le pas à la direction du parti, dénonçant le projet de loi portant régime électoral. Un texte, adopté par les deux Chambres du Parlement dans les conditions que l'on sait, qui, selon l'Instance consultative du MSP, consacre un «recul des acquis politiques» et est à même «d'encourager encore davantage l'abstention populaire et la bouderie partisane».

Aussi, une énième invitation est faite au pouvoir pour réunir les «meilleures conditions pour un bon déroulement des prochaines élections» avec l'espoir que le «consensus politique soit accompli à l'occasion». Le conseil consultatif natio-

nal du MPS avertira, par ailleurs, sur «l'amplification de la crise politique que vit le pays» si, selon lui, la «fermeture et le rétrécissement des libertés politiques, médiatique et la généralisation de la corruption» alors que, note-t-il, «le pays a besoin en cette période, davantage d'ouverture, de protection des libertés individuelles et collectives».

Et de considérer que les décisions et les options du gouvernement «ne sont pas de nature à faire face à la gravité de la crise économique et financière du pays», en appelant, dans ce sillage, à «un large débat national associant experts, partenaires économiques, sociaux et politiques sans exclusion aucune, pour sortir d'une vision de développement globale».

M. K.